

**Formation de
gouvernement**

Ouverture, union ou coalition ? p5

La France reconnaît

la réélection d'Ali Bongo p6

Ali Bongo Ondimba

Nouveau septennat, nouvelle approche p7

Education et formation

Le grand défi du nouveau septennat p8



Ali Bongo Ondimba investi

Une cérémonie solennelle et fraternelle

Premier ministre

**Nomination
du diplomate
Emmanuel
Issoze-Ngondet p.3**





Ali Bongo Ondimba investi

Une cérémonie solennelle et fraternelle

Ali Bongo a inauguré officiellement son deuxième septennat. La cérémonie d'investiture a eu lieu ce mardi 27 août au Palais du bord de mer en présence de quatre chefs d'Etat et de plusieurs chefs de gouvernement.

Un mois après le jour du scrutin, le président réélu du Gabon a prêté serment. La cérémonie est entière dans sa solennité avec comme maître de cérémonie la présidente de la Cour Constitutionnelle. « Je jure de consacrer toutes mes forces au bien du peuple gabonais », a déclaré le chef de l'Etat.

Ali Bongo Ondimba a une nouvelle fois appelé au dialogue pour réparer les liens qui se sont brisés dans le contexte électoral. « J'invite toutes les forces vives de la Nation à s'asseoir ensemble afin de trouver les solutions », a-t-il martelé. Auparavant, le président avait déjà dit être « prêt à embrasser tout le monde, même Jean Ping ».

La cérémonie d'investiture a été marquée par la présence de quelques candidats dont Bruno Ben Moubamba, Raymond Ndong Sima et Dieudonné Minlama Mintogo. Jean Ping n'y était pas, le candidat malheureux étant encore dans le déni et la contestation.

Une forte délégation africaine

Les mauvaises langues diront qu'il y a eu deux fois plus de chefs d'Etat lors de la première investiture. C'est dans les temps difficiles que l'on découvre ses meilleurs amis. Ali Bongo Ondimba a été honoré par la présence des présidents Ibrahim Boubacar Keïta du Mali, Mahamadou Issoufou du Nigéria, Faure Gnassingbé du Togo et Evaristo Carvalho de São Tomé-et-Príncipe.

Le président du Sénégal n'a pas pu faire le déplacement mais a été bien représenté. Rappelons qu'il a été le premier à féliciter son frère Ali Bongo Ondimba. Il a tenu « à saluer

(son) appel à l'apaisement et au dialogue pour un Gabon uni et en paix dans la poursuite de son œuvre de développement et de construction nationale ».

Plusieurs chefs de gouvernement africains ont fait le déplacement à Libreville, représentant le Tchad, le Maroc, le Sénégal, la Centrafrique, le Congo-Brazzaville. Le président du Sénat du Rwanda, les présidents de l'Assemblée nationale de la Guinée-Equatoriale et de la RDC, le ministre de la Justice du Cameroun, le médiateur de la République Ivoirienne... ont assisté à la cérémonie.

La solidarité africaine a fait oublier l'absence de représentants politiques de certains pays dont la présence aurait été plus hypocrite que diplomatique. Mais de toute l'assistance, le plus grand réconfort est venu de Patience Dabany, cette mère bafouée, en même temps que son fils calomnié, mais qui est restée très digne.



Premier ministre

Nomination du diplomate Emmanuel Issoze-Ngondet



Les affaires de l'Etat n'attendent pas. Ali Bongo Ondimba entame le changement dans la continuité et sa célérité illustre sa détermination de passer à autre chose. Plus le temps de s'attarder sur une crise post-électorale qui a déjà connue son épilogue. Juste après que la formation d'un nouveau gouvernement a été annoncé, voilà que le nouveau premier ministre est déjà nommé. Après une carrière diploma-

tique bien remplie, Franck Emmanuel Issoze-Ngondet, a intégré le gouvernement en 2009 et occupé plusieurs postes ministériels. Sa nomination à la tête du gouvernement est une suite logique dans l'évolution de la carrière politique de ce diplomate.

Pourquoi lui ? La question se pose toujours quand un président de la République nomme son premier ministre. Franck Emmanuel Issoze-Ngondet est avant tout un technicien, une personnalité

qui est des plus modérés sur le plan politique. Il peut donc incarner l'ouverture promise par le chef de l'Etat. Il ne s'agit point d'un gouvernement d'union, car la réélection d'Ali Bongo Ondimba est entière même si elle est contestée par son adversaire et les alliés étrangers de ce dernier.

En tout cas, Jean Pings'arc-boute. Son directeur de cabinet John Nambo martèle que les appels au dialogue ne changent rien, et que le président élu doit partir. Ils sont encore dans une logique de changement anticonstitutionnel de gouvernement, profitant d'un soutien affiché de la France et de l'Europe avant et après l'élection. L'ouverture pourrait se faire sans eux, mais c'est tout aussi un bien pour le pays s'ils se positionnent comme des opposants en début de mandat. Cela changerait de l'ancienne pratique qui consiste à intégrer le pouvoir pour en sortir à la veille des élections et prétendre être de l'opposition.

Le diplomate Emmanuel Issoze-Ngondet doit donc gérer la crise diplomatique que l'UE impose au Gabon. Pour ce qui est de la France, une prise de distance est même saluée par une partie de l'opinion gabonaise heureuse de voir la Françafrique disparaître. Le premier ministre a de l'expérience pour ce qui est de l'intégration régionale et va renforcer le lien du Gabon

avec ses voisins et les pays africains en général. Dans sa carrière diplomatique, il a déjà été en poste en Asie, en Europe, en Afrique et en Amérique en tant que premier conseiller à l'Ambassade ou Ambassadeur. Encore un indice pour la future orientation des partenariats économiques du pays qui va s'ouvrir au monde.

Durant le premier septennat d'Ali Bongo Ondimba, Emmanuel Issoze-Ngondet a occupé des portefeuilles ministériels différents : Ministre de l'Energie, des Ressources Hydrauliques et des Nouvelles Energies (janvier-Août 2009), Ministre des Relations avec le Parlement et les Institutions Constitutionnelles (Juin 2009-Octobre 2009) ; Ministre du Budget, des Comptes Publics et de la Fonction Publique, chargé de la Réforme de l'Etat (Janvier 2011-Janvier 2012), Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération Internationale, de la Francophonie et de l'Intégration Régionale (Février 2012-Août 2015), Ministre d'Etat, Ministre des Affaires Etrangères, de la Francophonie et de l'Intégration Régionale (depuis Septembre 2015). Il a été élu Député du Parti Démocratique Gabonais du 1er siège de l'Ivindo (Makoukou, province de l'Ogooué Ivindo) en décembre 2011.

Formation de gouvernement

Ouverture, union ou coalition ?



Le nouveau premier ministre du Gabon, Emmanuel Issoze-Ngondet, est un cadre du Parti démocratique Gabonais qui a la légitimité d'être un élu, à part le fait qu'il a occupé de nombreuses fonctions ministérielles. Ali Bongo Ondimba a dû choisir un autre « homme de la situation » pour constituer un gouvernement attendu sur le tournant. Le mot d'ordre est « l'ouverture ». C'est une option politique qui vise à restaurer la solidarité et le vivre ensemble après un processus électoral entaché de haine et de violence.

«Le président de la République a nommé par décret M. Emmanuel Issoze-Ngondet au poste de Premier ministre, chef du gouvernement et lui a demandé de former un gouvernement d'ouverture», avait annoncé la Présidence. Ce ne sera pas un gouvernement de la majorité mais ça y ressemble. Le PDG va opérer une ouverture sans précédentes pour que le Gabon continue à vivre dans la paix et la stabilité après deux trimestres de conflits politique suivi de litige électoral. Les consultations ne s'éterniseront pas, gare à ceux qui refusent le rassemblement.

Déjà, certains candidats à la présidentielle ont été sensibles à l'appel au rassemblement du président Ali Bongo

Ondimba. Ils doivent cependant adhérer à la vision 2025 prônée par le chef de l'Etat et au Plan Stratégique Gabon Emergeant. Ils seront des acteurs à part entière du changement que le leader gabonais veut instaurer dans le pays. Ce n'est pas un partage de pouvoir entre deux ou plusieurs entités, comme c'est le cas dans un pays en proie à une guerre interne. Les violences électorales perpétrées par le camp de Jean Ping n'ont pas, heureusement pour le Gabon, plongé le pays dans le chaos. Les discours de haine, la stigmatisation de certaines communautés, les actes de vandalisme et de pillage, les violences contre des éléments des forces de l'ordre et des civils... ont été maîtrisés. Bien sûr, on a essayé de discréditer l'Etat pour la répression des manifestations violentes et les arrestations des auteurs de troubles et auteurs d'actes de déstabilisation. Il n'y a pas lieu de constituer un gouvernement d'union nationale, qui a par ailleurs le désavantage de favoriser l'ascension des partis extrémistes.

Pour le moment, Jean Ping ferme la porte au dialogue et refuse la porte ouverte. C'est un mal pour un bien. Le candidat malheureux s'est autoproclamé président, il serait ridicule qu'il entre dans le gouvernement légal. Force est de constater que la formation d'un gouvernement de rue est difficile malgré tout le soutien de Paris ou de Bruxelles. Pour le moment, Jean Ping et consorts accusent le pouvoir de diviser l'opposition. Les prochaines élections législatives vers la fin de l'année 2016 permettront de définir un nouveau rapport de force et d'ajuster la composition du gouvernement. Pour le moment, l'heure est à une ouverture de réconciliation. Ce n'est pas un gouvernement de coalition avec une grande force de l'opposition.

La France reconnaît la réélection d'Ali Bongo



tielle du 27 août ne veut pas reconnaître la victoire du président Ali Bongo Ondimba, mais, de son côté, la France a mis beaucoup d'eau dans son vin. « Il est investi, il est installé, la France a été représenté par son ambassadeur », a déclaré le chef de la diplomatie française.

En outre, les autorités françaises affichent la volonté de soutenir la stabilité politique au Gabon. « Ce que nous voulons, ce n'est pas la déstabilisation du Gabon », soutient Jean Marc Ayrault. Il souhaite, par ailleurs, que l'Union Africaine joue un rôle majeur dans la recherche de solution pérenne pour le pays.

Les caciques du réseau français seront très bientôt totalement isolés. Le bras de fer postélectoral gabonais doit faire partie du passé. La France officielle, du moins par la voix de son ministre des Affaires Etrangères, Jean-Marc Ayrault, souhaite plutôt la réconciliation que la violence et la

déstabilisation au Gabon. « Il faut une solution politique de réconciliation... C'est-ce que la France a dit et répètera encore », a-t-il affirmé sur Europe 1.

Ces propos contrastent en tous cas avec le projet des amis français de Jean Ping, qui désirent la confrontation jusqu'au bout. Le candidat malheureux à la présiden-

« Il faut que l'Union Africaine, qui a commencé à le faire, joue son rôle à encourager Ali Bongo à chercher une politique de rassemblement, parce que c'est l'intérêt du Gabon mais aussi l'intérêt de toute l'Afrique », a conclu le ministre français. Une position qui laisse croire que les initiatives de contestation des opposants ne seront pas cautionnées par les autorités françaises.



Ali Bongo Ondimba

Nouveau septennat, nouvelle approche

Le président réélu a reconnu que tous les Gabonais n'ont pas adhéré pas à ses projets. Raison pour laquelle il fera de l'ouverture un des piliers de sa gouvernance lors de ce nouveau septennat. Le président continuera de convaincre ses compatriotes que faire du Gabon un pays émergent, d'ici quelques années, n'est pas du domaine des rêves.

S'il a été possible au cours des dernières années de construire des routes, des aéroports, des logements, de diversifier l'économie et d'accorder l'égalité des chances en promouvant l'entrepreneuriat et la création d'emplois, il sera possible de continuer à transformer le pays d'ici quelques temps.

C'est sur la base de cette confiance qu'ABO entame son nouveau mandat à la tête du pays. Des leaders du continent africain affichent

déjà leur désir de soutenir la démarche du président gabonais. Ensemble, ils condamnent ainsi les velléités de semer le chaos au Gabon alors que le pays est sur la rampe de la modernisation.

Avec autant de soutiens et de volonté d'aller de l'avant, on peut déjà être sûr que le nouveau septennat du président

sera plus fructueux que le précédent. Dans les années à venir, 250 000 Gabonais en plus bénéficieront de la CNAMGS. Le cadre des affaires continuera de connaître une amélioration pour stimuler les entrepreneurs locaux et attirer de nouveaux investissements.

Plusieurs centaines de kilomètres de routes seront encore bitumées. Les échanges entre les Gabonais seront davantage améliorés, et les efforts sur la promotion des NTIC se poursuivront à travers notamment la poursuite des travaux de mise en place de la fibre optique à travers le pays.

D'ores et déjà, le président Ali affiche la ferme volonté d'enclencher la vitesse supérieure avec une nouvelle approche. Le Gabon Emergent, que l'on construira ensemble dans l'unité, l'inclusivité et l'apaisement, profile à l'horizon.



Education et formation

Le grand défi du nouveau septennat



Le président Ali Bongo Ondimba reconnaît que la qualité de notre système éducatif public n'est pas encore satisfaisante malgré les efforts déjà déployés ces dernières années. Nous avons un taux de redoublement particulièrement élevé. Le système éducatif est toujours à deux vitesses et les familles les plus aisées scolarisent leurs enfants dans des établissements privés, généralement positionnés sur un segment de qualité supérieure. Ce système est le contraire même du principe de l'égalité des chances prôné par le chef de l'Etat.

Ali Bongo Ondimba a multiplié les actions et moyens pour renforcer notre politique publique d'éducation. Il a amélioré sensiblement les conditions d'apprentissage des élèves, en revalorisant de 25% en moyenne et en doublant le nombre de bénéficiaires des bourses scolaires.

En faisant construire de nouveaux établissements et de nouvelles salles de classe, il a contribué à améliorer les conditions d'apprentissage de 40 000 élèves et étudiants. Il a également amélioré les conditions des enseignants, en augmentant les effectifs de 6 000 agents recrutés et en revalorisant le salaire moyen d'un enseignant de 43%.

Moderniser le système

Son ambition, en ce qui concerne ce secteur

stratégique pour l'avenir du pays est d'assurer une éducation de qualité et mieux adaptée à tous les niveaux d'enseignement, d'améliorer l'enseignement de base, de moderniser l'éducation secondaire et supérieure et d'encourager la formation professionnelle continue.

Ainsi son action sera davantage orientée sur les capacités d'accueil et surtout l'amélioration des contenus pédagogiques disponibles. Il y a aussi la mise en place du dispositif de rééducation et de réinsertion des jeunes en difficulté. Nous pouvons créer dans ce secteur, où la demande est très forte et l'offre encore embryonnaire, plus de 7000 emplois, essentiellement féminins.

Pour la révision des programmes d'enseignement scolaire, Ali Bongo Ondimba va, entre autres, créer une plateforme pédagogique moderne, qui diffuse les apprentissages nécessaires à l'acquisition des connaissances clés dans l'éducation primaire, au collège et au lycée.

Les contenus pédagogiques serviront également à harmoniser l'enseignement des instituteurs, qui pourront s'y référer régulièrement, et intervenir progressivement dans un rôle de facilitateur, de répétiteur et d'accompagnateur des élèves, en se concentrant sur des activités d'encadrement et de conseils à plus forte valeur ajoutée.

Les activités techniques professionnalisantes seront également boostées. Mécanique, électricité, plomberie, agriculture, tourisme, entre autres. Le président souhaite notamment que les jeunes trouvent dans ce cadre l'opportunité de reprendre leur vie sur de nouvelles bases, avec de nouvelles valeurs et références.